

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

John McColl

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Simplifier la Loi de l'impôt sur le revenu. Elle est devenue au fil des ans un mécanisme de taxation colossal, complexe et favorisant certains groupes d'intérêt, sans transparence. Quand la Nouvelle-Zélande a été confrontée à la possibilité de défaut de paiement au début des années 1980, le pays a décidé de refaire la loi de l'impôt sur le revenu. Il y avait trois niveaux d'imposition : 10 %, 15 % et 23 %, se déclenchant à trois niveaux : 10 000 \$ NZ, 30 000 \$ NZ et plus de 30 000 \$ NZ. Il n'y avait pas de déductions, pas de subsides. Chaque contribuable connaissait ses engagements dès le 1^{er} janvier de chaque année. La Nouvelle-Zélande n'est pas une sphère de compétence fédérale comme le Canada, mais une loi de l'impôt sur le revenu rationalisée présente manifestement certains avantages, comme celle de la Nouvelle-Zélande ou celle de Hong Kong avec son taux de revenu uniforme de 15 %. Pour générer la même quantité de revenus que les revenus actuels. Cela devrait aussi être accompagné de l'harmonisation de la TPS et de la TVH dans toutes les provinces.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

La réduction de l'impôt des sociétés à 0 %, rien, néant, en supprimant en même temps le crédit d'impôt pour dividendes. Les dividendes versés aux actionnaires seraient alors imposés aux taux personnels s'appliquant. Nous avons actuellement un système de double imposition, l'un au niveau de la société et l'autre au niveau personnel. Les sociétés seraient ravies de s'installer dans un environnement libre d'impôt pour elles et l'influx de nouvelles entreprises que cela créerait améliorerait certainement la position du Canada dans le monde économique, mais il faudrait aussi faire preuve parallèlement de responsabilité fiscale empreinte de prudence et équilibrer le budget plus tôt que plus tard.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Les baby-boomers sont comme le porc qui passe au travers du python. Les coûts de la santé vont continuer d'augmenter à cause de trois facteurs non négociables : a) le vieillissement de la population avec plus d'aînés que de plus jeunes; b) l'augmentation de la fréquence des visites de santé avec le vieillissement; c) la durée des périodes de mauvaise santé des baby-boomers qui va se prolonger. Le régime de santé du Canada était considéré comme l'un des meilleurs au monde il y a des années. Il a été surpassé par ceux de nombreux autres pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, les Pays-Bas, pour n'en nommer que quelques-uns. La caractéristique commune de ces pays qui font mieux est la

combinaison des régimes publics et privés de santé qui s'équilibrent mutuellement tout en privilégiant les patients. Il faut revoir complètement la *Loi canadienne sur la santé* pour que le Canada redevienne un leader mondial.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Libre entreprise, moins de tracasseries administratives gouvernementales, pas de subsides, pas de crédits d'impôt, rien concernant les changements climatiques (pas de *Crap & Trade*), en d'autres mots une position plus favorable aux affaires. Libre échange entre les provinces. Il y a des industries et des services qui ne devraient pas avoir le droit de grève, comme Air Canada, BC Ferries, les travailleurs d'hôpitaux, les travailleurs ferroviaires, etc.; ces syndicats qui ont un grand contrôle sur le bien-être des autres en s'abstenant d'offrir leurs services. Les différends devraient être réglés par des tribunaux offrant de la médiation et nommés de façon indépendante. L'adhésion aux syndicats ne devrait pas être obligatoire. Encourager l'immigration des jeunes qui ont des compétences qui manquent au Canada. Accorder des prêts étudiants non remboursables pour ceux qui travaillent de façon continue pendant 10 ans au Canada dans les mathématiques, le génie, l'informatique, la médecine, le marketing, le droit, etc., ces compétences qui ont un certain mérite à long terme pour le pays. Excluons les arts, les sciences sociales, les questions de gais et de lesbiennes et tous les autres « diplômés » sans valeur commerciale pour ceux qui les détiennent ou pour le pays. (Revenons à l'essentiel.)

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Conformément aux règles de l'assurance-emploi, permettre aux demandeurs de recevoir une « allocation de déménagement » s'ils déménagent d'une province au taux de chômage élevé à une autre où il y a peu de chômage. Il y a sûrement des gens qui seraient tout à fait heureux de quitter par exemple les Maritimes pour aller trouver un nouvel emploi en Alberta, mais qui ont épuisé leurs ressources financières au point qu'il leur coûterait plus cher de déménager que de rester là où ils sont.